

DE L'OCCUPATION DES RONDS-POINTS À LA DÉMOCRATIE RÉELLE



TOURS, LE 2 FÉVRIER 2019.

LES ASSEMBLÉES ET LES DÉBATS SE POURSUIVENT DANS LES COLLECTIFS GILETS JAUNES. LE COLLECTIF ENSEIGNEMENT-RECHERCHE ET LES GRANDS VOISINS ORGANISAIT EN JUIN DERNIER UN DÉBAT SUR LA DÉMOCRATIE RÉELLE.

C'est chose rare que d'être le témoin direct d'un évènement historique, et plus rare encore que d'en être l'acteur. Pour avoir cette chance, il faut d'ordinaire se situer à proximité des lieux de pouvoir, idéalement à Paris, côtoyer des personnages importants ou en être un soi-même, et si l'évènement est de notre fait et que la postérité est incertaine, il faut savoir forcer les choses par une habile mise en scène, en s'assurant que les portraits de maître et les récits futurs soient élogieux.

Le 17 Novembre 2018 ne correspond en rien à ces critères. Des milliers de personnes sont entrées dans l'histoire sans le savoir. Aucune n'y était préparée et l'essentiel s'est déroulé loin de Paris, (suite p.3)

ÉDITORIAL

DÉMOCRATIE RÉELLE, UTOPIE CONCRÈTE, ÉDUCATION POPULAIRE ET FÉMINISME

De Commercy à Montceau-les-Mines, en passant par Saint-Nazaire, les « assemblées des assemblées » se seront succédé durant tout le premier semestre de 2019, dans l'urgence de dessiner les contours de nouvelles formes d'expression et de fonctionnement démocratique. Celles et ceux qui y ont participé ont appris à se connaître, à s'écouter, à échanger leurs points de vue et leurs différentes expériences de démocratie réelle.

Cette dernière thématique a été au centre du quatrième débat organisé le 7 juin dernier, à Paris, aux Grands Voisins, par le collectif Gilets jaunes enseignement-recherche. Christophe, du collectif des Gilets jaunes de Montpellier, en fait le compte rendu dans ce numéro.

De leur côté, les acteurs de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ne désarment pas et mettent en œuvre les moyens d'une gestion collective et démocratique des terres et des bâtis, par l'ensemble des habitant.e.s de la zone. Ce qu'ils/elles appellent « l'utopie concrète », qu'ils/elles entendent mener à bien pour que la ZAD demeure un territoire de « communs ». (suite p.2)



2 - ÉDITORIAL

« Communs », « Commune », « communalisme », le désir de vivre et de décider autrement ne se dément pas. Les expériences théâtrales qui y font référence se multiplient sous différentes formes plus ou moins classiques. Certaines revendiquent ouvertement leur projet d'éducation populaire. Nous en rendons compte ici, dans un dossier spécial, par le biais de deux interviews spécialement réalisées pour *Actualité(s) de la Commune*.

Enfin, nous reprenons dans ce numéro l'entretien donné par Mathilde Larrère à *Libération*, au printemps dernier, et à l'occasion duquel elle affirme sans détour, en interpellant plus spécifiquement les militantes féministes : « en quoi l'insurrection de 1871 a été un moment majeur de l'histoire des femmes ».

Jusqu'au printemps 2021, *Actualité(s) de la Commune* continuera de mettre en avant les nombreux points de convergence entre les expériences du passé – et en particulier celle unique de la Commune de Paris – et les luttes actuelles qui s'attachent à développer l'auto-organisation et à mettre en place des fonctionnements démocratiques nouveaux.

Vive la Commune !

Pour nous rejoindre ou nous envoyer des contributions :
www.faisonsvivre lacommune.org
faisonsvivre lacommune@laposte.net

SOMMAIRE

DÉBATS

DE L'OCCUPATION DES RONDS-POINTS
À LA DÉMOCRATIE RÉELLE P. 1
UN POT COMMUN POUR NOTRE-DAME-DES-LANDES P. 5

COMMUNALISTES-PORTRAITS

JULES VALLÉS P. 6

DOSSIER THÉÂTRE ET ÉDUCATION POPULAIRE

ENTRETIEN AVEC MIRABELLE ROUSSEAU P. 8
ENTRETIEN AVEC CLAUDINE REY P. 14

PRINTEMPS 1871 • LES PARIS DE LA COMMUNE P. 16

FÉMINISME

ENTRETIEN AVEC MATHILDE LARRÈRE P. 18

LA COMMUNE EN CHANTANT

LE TEMPS DES CERISES P. 21

LECTURES

RÉVOLUTION P. 22
L'OMBRE DU BRASIER P. 23



Faisons vivre la Commune !
C/O Maison de la Vie Associative et
Citoyenne du 20^e arrondissement - Boîte 112
18 rue Ramus - 75020 PARIS
www.faisonsvivre lacommune.org
faisonsvivre lacommune@laposte.net

Actualité(s) de la Commune
Lettre d'informations de l'association Faisons vivre la Commune !
C/O Maison de la Vie Associative et Citoyenne du 20^e arrondissement - Boîte 112
18 rue Ramus - 75020 PARIS
Directeur de la publication : Marc Plocki



© STEFAN JADON. LCC.

ACTE 10, LE 20 JANVIER 2019.

dans la France profonde, rurale, oubliée. Les protagonistes étaient d'illustres inconnus.

Quelques réseaux préexistants et souvent antagonistes avaient certes préparé le terrain, mais ils furent rapidement dépassés. Car cette histoire-là a ses raisons propres : une colère sourde et isolée qui se retient d'exploser depuis plusieurs générations. L'absence d'espoir et l'instinct de survie sont des moteurs plus puissants que toute idéologie.

Symbole de notre époque, « la goutte d'eau » était une goutte de pétrole. L'injustice d'une taxe de trop, et derrière elle le rejet massif d'un système invivable et d'une caste intouchable vendue depuis longtemps au plus offrant.

Pris au dépourvu, le pouvoir mit du temps à comprendre la situation et à renoncer à cet impôt injuste. Sans tête à abattre, à corrompre ou avec qui négocier, il joua la montre en espérant l'essoufflement. Bien mal lui en prit, car quelque chose de nouveau était en train de naître.

Les blocages de ronds-points ou de péages avaient fait se rencontrer cette multitude d'individus hétérogènes trop longtemps muselés. Pour la première fois ils n'étaient plus seuls ni divisés, mais unis et interdépendants dans l'action. Ensemble ils se mirent à parler, beaucoup parler, et ils apprirent à s'écouter. Ce besoin d'exister, d'être entendu et reconnu après une vie entière passée dans l'ombre, est une constante chez les Gilets Jaunes.

L'objet lui-même, un gilet jaune, ne signifie rien d'autre

que « voyez-moi, faites attention, ne m'écrasez pas sur votre passage ». Un message aux plus puissants dans un instant de faiblesse. Un message qui sera bientôt précisé sur le dos du gilet avec des slogans, des revendications, des idées, des commentaires ⁽¹⁾.

Parler beaucoup, jour et nuit, avec des inconnus aux parcours divers et aux idées étranges. Être dans l'obligation de s'organiser pour tenir un péage ou un rond-point, construire une cabane et travailler ensemble. Consensus, vote, tirage au sort, il faut décider et parfois dans l'instant. Loin des concepts d'érudits ou des débats universitaires, c'est ainsi que la démocratie réelle se met en place. Par nécessité, car c'est avant tout un outil pratique, concret, utile pour parvenir à une décision acceptée par le groupe.

Les formules sont différentes d'un lieu à l'autre. Prise de parole chronométrée, signes de la main, vote secret ou affiché, création de commissions ou de groupes de travail, chacun teste et choisit. Les méthodes du dialogue intergroupes varient également : délégués avec mandat impératif écrit pour les plus procéduriers, référents « de confiance » pour les plus soudés, souci de transparence pour contrer la méfiance.

Tout n'est pas parfait, les guerres d'ego sont comme partout présentes. Certains groupes se divisent, explosent, se reforment par affinité, on avance à tâtons dans un contexte difficile. Car il y a urgence et en dehors du cocon jaune d'une fraternité retrouvée, c'est la guerre. Les QG

LA DÉMOCRATIE RÉELLE, C'EST AVANT TOUT UN OUTIL PRATIQUE, CONCRET, UTILE

4 - DÉBATS - DE L'OCCUPATION DES RONDS-POINTS À LA DÉMOCRATIE RÉELLE

des ronds-points sont rasés ou brûlés et reconstruits avec obstination, jusqu'à plus de 50 fois pour certains. Le froid de décembre approche, il est difficile de trouver des locaux alors les Gilets jaunes des villages se retrouvent à l'occasion des Actes, ces rassemblements du samedi dans les grandes villes. Ce sont eux et non les citoyens qui font le nombre des cortèges.

Face à un samedi insurrectionnel qui a bien failli aboutir, le pouvoir tremble, lâche quelques miettes et annule la taxe. Un demi *mea culpa*, la promesse d'un grand débat national pour écouter les Français, et surtout un accord avec les syndicats de police qui laissera présager une répression terrible.

Noël approche, le nombre baisse, le mouvement reprendra-t-il à la rentrée? Un instant de flottement s'installe, et c'est dans ce contexte de doute qu'un appel se fait entendre. C'est celui de l'assemblée des Gilets jaunes de Commercy, une petite ville de l'Est, qui invite les Gilets jaunes qui le désirent à se réunir en Assemblée des Assemblées de Gilets jaunes fin Janvier 2019.

Pour la première fois, le temps d'un week-end, plus de 300 Gilets jaunes de toute la France se sont réunis en un même lieu. Pour partager leurs expériences, pour faire connaissance, pour affirmer des valeurs. Tel un grand rond-point de novembre, ce rassemblement repoussait encore les limites de l'isolement. Ce moment aussi restera dans l'Histoire, si nous y veillons.

C'est la démarche entamée par l'historienne Michèle Riot-Sarcey et le collectif d'enseignant chercheurs qui soutiennent les Gilets jaunes. En assistant à la deuxième Assemblée des Assemblées en Avril 2019 à Saint-Nazaire, ils ont été frappés par la richesse de l'expérience démocratique et ils ont décidé de faire leur possible pour qu'elle ne tombe pas dans l'oubli.

Cela se concrétisa lors d'un rendez-vous public sur le thème de la démocratie qui eût lieu le 7 Juin 2019 aux Grands Voisins, à Paris ⁽²⁾. Michèle Riot-Sarcey y donnera le ton dès le début de séance: il est pour elle hors de question de commenter ou d'écrire à la place des Gilets jaunes. Il faut au contraire leur laisser la parole afin qu'ils se racontent eux-mêmes, et faire tout son possible pour que leur message soit entendu.

Cette opportunité unique, qui questionne le statut de l'universitaire face au fait contemporain, fût offerte à des Gilets jaunes ainsi qu'à d'autres explorateurs de la démocratie réelle. Issus de Commercy, de Clamecy, de Montpellier, de Saint-Nazaire, du plateau du Limousin, de Saillans et de Carcassonne ⁽³⁾, les récits d'expérience furent exposés directement par leurs acteurs.

Un rendez-vous qui restera anodin pour certains, et historique pour d'autres.

Et comme le travail ne fait que commencer, la rédaction d'un petit ouvrage dans lequel la plume leur est librement laissée est actuellement en cours. Un travail de partage, vivant et concret. Les premières pages d'un « livre en actes » (expression citée lors de la rencontre parisienne du 7 juin, par Michèle Riot-Sarcey, en référence à Ernest Coeurderoy) ⁽⁴⁾. ■

**CHRISTOPHE, DE L'ASSEMBLÉE
DES GILETS JAUNES DE MONTPELLIER**



À l'heure du bouclage de ce numéro d'*Actualité(s) de la Commune*, suite à un problème technique la vidéo du débat organisé aux Grands Voisins n'était toujours pas accessible. Il ne nous a donc pas été possible de transcrire comme prévu, des passages significatifs du débat. Dès que disponibles, nous publierons sur notre site ces transcriptions.

(1) Voir le journal *Plein le dos*.

(2) La captation vidéo de ce moment sera consultable en ligne prochainement.

(3) Patricia de Carcassonne n'a pu être présente pour raison de santé, mais les travaux de la Consultation législative citoyenne furent exposés dans les grandes lignes, ainsi que les premiers pas de ce qui est devenu la Coordination autonome (www.lacoordo.fr).

(4) Ernest Coeurderoy, Quarante-huitard en exil et inventeur du terme « Libertaire ».

Deux livres à lire et à offrir de toute urgence!

NOTRE-DAME-DES-LANDES : UN POT COMMUN POUR QUE VIVE L'UTOPIE CONCRÈTE

GENEVIÈVE COIFFARD-GROSDOY, MILITANTE HISTORIQUE DE LA LUTTE DE NOTRE-DAME-DES-LANDES, A ÉTÉ MANDATÉE PAR LES HABITANTS DE LA ZAD POUR COPRÉSIDER LE FONDS DE DOTATION « LA TERRE EN COMMUN ». ELLE NOUS PARLE DE CE POT COMMUN GÉANT EN TRAIN DE SE CONSTITUER POUR QUE LA ZAD DEMEURE UN TERRITOIRE DE COMMUNS.

L'ÂGE DE FAIRE : Quel est l'intérêt de constituer un fonds de dotation pour la ZAD ?

GENEVIÈVE COIFFARD-GROSDOY : Le projet d'aéroport est abandonné, ça, c'est fait. Maintenant, il faut lutter pour que ce territoire reste une zone d'utopie concrète, inédite par sa taille, sur le long terme. Qu'il ne soit pas, peu à peu, morcelé entre propriétaires, qu'il ne serve pas à l'agrandissement d'exploitations, que ses zones naturelles soient supprimées ou restreintes, etc. La solution, c'est la propriété collective et sa gestion par tous les habitants de la ZAD. Le fonds de dotation permet cela : une entité commune propriétaire des terres et des bâtis, et celles et ceux qui y vivent décident des usages.

À quoi pourrait ressembler cette utopie concrète ?

G. C.-G. : À ce qui existe déjà ! Aujourd'hui, la ZAD est une petite société en ébullition où, sur environ 300 hectares, on trouve des agriculteurs, des menuisiers, des brasseurs, des bibliothécaires, des forgerons, des couturiers... Il y a une chorale, une halte-garderie, des concerts, des expositions... Et tout cela se fait, c'est le plus important, dans un souci constant d'autogestion, d'auto-organisation. Aucune personne ou aucun des collectifs ne décide à la place des autres. Les décisions qui concernent l'ensemble de la communauté sont prises en assemblée des usagés, l'agora des habitants. Il y a beaucoup de chantiers collectifs, beaucoup d'entraide entre les groupes, on mutualise les outils de travail, on pratique la gratuité. Et, bien sûr, il y a aussi la place essentielle accordée à la préservation et à l'enrichissement de la biodiversité. Ici, on expérimente une façon de vivre cohérente face à la crise climatique. On est à l'opposé du modèle entrepreneurial individualiste, fondé sur le pouvoir pyramidal, la concurrence et la prédation des ressources. Cette « bulle » d'utopie concrète est très ouverte. Ce n'est pas une communauté fermée qui cherche l'autarcie en petit comité, mais un carrefour des luttes, où toutes les bonnes volontés sont les bienvenues.

*Aucune personne
ou aucun des
collectifs ne décide à
la place des autres.*

C'est un formidable élan, qui ne demande qu'à grandir, qu'il faut pérenniser. Sinon, il disparaîtra.

Le fonds de dotation permettra de racheter les terres vendues par l'État, c'est bien ça ?

G. C.-G. : Dans l'idée, c'est ça : juridiquement, la ZAD appartient à l'État et au conseil départemental de Loire-Atlantique, qui peuvent vouloir s'en débarrasser plus ou moins rapidement. Sur le terrain, la situation est complexe car le zonage est très morcelé, il y a la question du bâti et celle du foncier agricole... C'est du cas par cas pour chaque parcelle. Il faut qu'on se tienne prêts et qu'on ait les moyens de racheter les terres et le bâti quand ils seront mis en vente. Cela peut aller très vite dans certains cas, cela pourra prendre des années pour d'autres. Sur les parcelles où ont été signées des conventions d'occupation précaire [NDLR : une quinzaine], les signataires sont prioritaires à l'achat. Mais il n'est pas question pour eux d'accaparer ces terres. Celles-ci rejoindraient le pot commun grâce au fonds de dotation.

Si je veux participer à ce pot commun, comment je fais ?

G. C.-G. : Vous faites un don au fonds de dotation « La terre en commun ». Le fonds de dotation est une structure juridique, entre l'association et la fondation, permettant l'acquisition de terres et de bâtis de manière collective, sans système de parts ni d'actions. Cela signifie que le projet ne peut pas être à visée spéculative et ne peut être fragilisé par des personnes voulant « récupérer leurs billes ». Le pouvoir n'est d'aucune manière lié aux sommes apportées : les décisions sont prises par un conseil d'administration constitué de personnes mandatées par l'assemblée des usagés, pour promouvoir les valeurs défendues par le mouvement : pratique des communs, entraide, mutualisation, respect et protection de la biodiversité. Il est difficile pour le moment d'évaluer précisément les sommes nécessaires car nous manquons de visibilité sur ce qui va être vendu, et quand. Et à quel prix... À 1 600 euros minimum l'hectare de terre agricole dans la région, avec les bâtis et leur rénovation, notre estimation est de 3 millions d'euros. ■

RECUEILLI PAR FABIEN GINISTRY

Entretien paru en mai 2019 dans le n° 141 de *L'Âge de faire* et reproduit ici avec l'aimable autorisation de ce média alternatif.

Le fonds « La terre en commun » est reconnu d'intérêt général : les donateurs et les donatrices bénéficient de réductions d'impôts à hauteur de 66% des sommes versées.
Toutes les informations sur www.encommun.eco et au 07 66 25 66 59.
Pour donner, par virement ou CB sur www.encommun.eco
Et par chèque à l'ordre de : Fonds de dotation La terre en commun à envoyer à :
La terre en commun/Les Fosses noires
44130 Notre-Dame-des-Landes



ÉLOI VALLAT

JULES VALLÈS (1832-1885)

Journaliste. Élu le 26 mars par le XV^e arrondissement à la Commune de Paris, membre de la Commission de l'Enseignement, de la Commission des Relations extérieures, du Conseil de révision de la Cour martiale, votant contre le Comité de salut public, condamné à mort par contumace. Fondateur-rédacteur en chef du *Cri du Peuple*. Écrivain.

Jules Vallès, le « peintre » de la Commune, « Vallès, un sacré coup de pinceau », grognera de Villemessant, directeur du *Figaro* :

« [...] Ranvier*. Un long corps maigre au haut duquel est plantée, comme au bout d'une pique, une tête livide, qu'on croirait coupée s'il baissait les paupières.

Cette tête-là semble avoir déjà perdu tout son sang, le long du mur aux fusillades ou dans le panier du bourreau; les cheveux même retombent comme la chevelure d'un supplicié; les lèvres sont blanches et gardent au coin, la moue de détente des agonies. [...] »

L'Insurgé, chapitre XVIII.

En 2021, Gallimard devrait rééditer en coffret les 2 tomes dans la bibliothèque de la Pléiade des œuvres de Jules Vallès, édition de Roger Bellet.

* Gabriel Ranvier (1828-1879), blanquiste, membre de l'Internationale, élu par le XX^e arrondissement, membre du Comité de salut public, réfugié en Angleterre, condamné à mort par contumace.



© BELLAMY

ÉMILIE PAILLARD DANS *LA PLUME ET LE FUSIL*.

PREMIER VOLET D'UN DOSSIER CONSACRÉ AUX RELATIONS ENTRE LE THÉÂTRE ET L'ÉDUCATION POPULAIRE, NOUS VOUS PROPOSONS DE DÉCOUVRIR DEUX EXPÉRIENCES THÉÂTRALES AYANT POUR SUJET LA COMMUNE.

L'UNE, AVEC MIRABELLE ROUSSEAU, METTEUSE EN SCÈNE, ET LA COMÉDIENNE ÉMILIE PAILLARD, PROPOSE UNE INTERVENTION EN MILIEU SCOLAIRE POUR LA PIÈCE *LA PLUME ET LE FUSIL*, TANDIS QUE L'AUTRE, DONT CLAUDINE REY NOUS RACONTE LA GENÈSE, EST NÉE AU SEIN DE L'ASSOCIATION DES AMIS ET AMIS DE LA COMMUNE ET RÉUNIE DES COMÉDIENS AMATEURS POUR LE SPECTACLE *LE RENDEZ-VOUS DU 18 MARS 1871*.



© BELLAMY

ENTRETIEN AVEC **MIRABELLE ROUSSEAU**

**METTEUSE EN SCÈNE DU T.O.C.
(THÉÂTRE OBSESSIONNEL COMPULSIF)
POUR *LA PLUME ET LE FUSIL*⁽¹⁾.**

(1) *La Plume et le fusil*

À partir des textes de Louise Michel.

Avec Emilie Paillard.

Mise en scène Mirabelle Rousseau.

Dramaturgie Muriel Malguy.

Costumes Mina Ly.

Le TOC Théâtre obsessionnel et compulsif.

www.letoc.fr

Contact : compagnietoc@gmail.com

FAISONS VIVRE LA COMMUNE (FVLC) : Comment est né le projet de *La Plume et le Fusil*?

MIRABELLE ROUSSEAU (M.R.) : Ce projet est né de notre habitude, dans la compagnie T.O.C., de monter des solos. Nous avons travaillé pendant longtemps sur des manifestes qui n'étaient pas des textes de théâtre et monté notamment une conférence de Gertrude Stein, un manifeste de Kurt Schwitters, des textes de William Burroughs, Elfriede Jelinek, Philippe K. Dick. C'est toujours un travail très frontal avec le public.

En 2013, nous avons créé *SCUM Manifesto* de Valérie Solanas qui mettait en scène une comédienne seule et qui contenait des théories anarcho-féministes.

Il y a donc eu toute cette série de solos et puis en 2014 il y a eu trois formes qui ont été une avancée formelle pour nous, puisque nous sommes passés d'un théâtre de conférence, à la table, à un théâtre plutôt immersif, dans lequel le public se retrouvait à l'intérieur de la scénographie. Nous avons monté un roman inachevé de Jean-Patrick Manchette qui s'appelle *Marie Immaculée*, sur l'initiation sexuelle et politique d'une comtesse en 1917. Texte qui contient des réflexions sur l'anarchisme en Russie. Dans *Marie Immaculée*, les spectateurs sont au centre du dispositif, installés dans la chambre de la comtesse, à l'intérieur du spectacle. On n'est donc plus dans une conférence, mais dans une expérience presque cinématographique.

De la même manière, nous avons monté le texte posthume de Raymond Roussel, *Comment j'ai écrit certains de mes*

livres et dans ce spectacle, le public est invité dans une salon des années 1920 pour veiller le cadavre du poète suicidé.

Le solo, c'est évidemment un acteur au centre, qui porte tout. On crée un solo pour un comédien ou une comédienne en particulier. C'est la rencontre entre un texte, l'idée d'une dramaturgie et l'envie que l'on a de travailler avec une personne, en l'occurrence pour *La Plume et le fusil*, Emilie Paillard, comédienne qui travaille avec la compagnie depuis plus de dix ans. Emilie a participé à des spectacles collectifs et en 2014 nous avons monté pour elle un solo sur un texte d'Antonin Artaud, écrit à Rodez, qui est une traduction d'*Alice au pays des merveilles, L'Arve et l'aume*. Dans ce spectacle, les spectateurs étaient installés dans la chambre d'Alice, sur des coussins, à même le sol, avec la comédienne, dans un rapport de grande proximité. Ce spectacle était plutôt destiné aux enfants. Il a été joué en école primaire et pour les petits collégiens. C'est avec ce spectacle que nous avons commencé à jouer dans les établissements scolaires. À débouler avec notre armoire, notre tapis, nos coussins et à recréer cette chambre de l'Angleterre victorienne dans les classes. Cette première expérience nous a donné envie de continuer à travailler avec les établissements scolaires. À réaliser un théâtre in-situ. Le fait d'avoir travaillé avec les élèves de primaire, nous a amené à nous interroger sur ce que pourrait être un spectacle pour les collégiens et les lycéens. Quels textes aimerions-nous porter? Qu'est-ce qui nous intéresse pour ces publics-là? C'est avec évidence que nous avons pensé à Louise Michel. Parce qu'avant tout, quand on fait du théâtre, c'est aussi pour réparer ses zones d'ignorance. Je m'intéresse donc à un corpus de textes, parce que je ne le connais pas. J'ai envie de découvrir un continent, une histoire, un moment littéraire, etc. La Commune, on ne m'en a pas parlé, ni au collège, ni au lycée. J'étais élève dans un collège du 18^e arrondissement de Paris. On aurait pu imaginer que les enseignants rebondissent sur le côté histoire du quartier... Je me souviens très bien de nous en 1989 déguisés en petits révolutionnaires et du bicentenaire de la révolution française dans lequel on avait été, petits enfants, figurants malgré nous d'une histoire reconstituée, mais la Commune, aucun souvenir. Il y avait donc quelque chose à rattraper, un coup à faire et nous avons décidé de proposer un spectacle pour les collèges et les lycées, qui raconterait la vie de Louise Michel, qui était elle-même institutrice. On usurpe la place de l'enseignant avec un théâtre qui occupe l'estrade.

Le bureau du professeur est l'endroit qui symbolise le pouvoir, dans la représentation. C'est là qu'on vote. C'est à cette place que Thiers s'assoit pour rétablir l'ordre. C'est cette même table qui va être basculée pour devenir la barricade. Le bureau est un élément central, déjà présent dans le lieu dans lequel se déroule la représentation.

Louise Michel, c'est tout de même un roman et une vie d'aventure. Il y a matière à un récit et par ailleurs, c'est un style. Quand tu as lu ses écrits, tu peux le reconnaître et tu t'en souviens. Les gamins peuvent nous dire parfois « ça ressemble à du Victor Hugo » et là les profs sont ravis. Elle a cependant un style en propre, romantique, avec une manière de raconter très personnelle, de l'emphase, de très belles métaphores, très puissantes.

ON VA USURPER, D'UNE CERTAINE MANIÈRE, LE RAPPORT DE L'ENSEIGNEMENT POUR ARRIVER AVEC UN THÉÂTRE QUI OCCUPE L'ESTRADE.

Pour le spectacle, il fallait que ce soit une figure connue. Si nous étions arrivés avec un travail sur Maria Deraismes, les profs n'auraient pas répondu aussi positivement pour nous accueillir. Il faut en passer par ce que les Amies et Amis de la Commune appellent une « tête de gondole », pour pouvoir défendre l'histoire de la Commune. Enfin, une chose très importante, c'est notre volonté de défendre, dans nos travaux, des figures féminines qui participent aux luttes d'émancipation. Dans nos spectacles, nous devons rappeler l'existence de ces femmes.

FVLC: Quels ont été les partis pris d'écriture de *La Plume et le Fusil* ?

M.R.: La commande que nous nous sommes donnés, au départ, c'était de restituer de manière compréhensible les différents épisodes de la Commune, et ils sont nombreux, à des classes avec des jeunes âgés de 14 à 18 ans, dans une durée de 55 minutes. Et nous avons l'intention de tout traverser. Le travail que nous avons réalisé a été une réduction. Nous avons adapté *Les Mémoires* de Louise Michel et le texte *La Commune*. L'essentiel de notre travail a d'abord consisté à remettre dans l'ordre ces textes, puisqu'elle-même n'écrit pas de manière chronologique, il y a de constants retours en arrière à l'intérieur des différents épisodes. Mais il fallait que le récit soit chronologique. Le spectacle comporte des épisodes à l'intérieur du récit: l'enfance, l'institutrice et l'arrivée à Paris, l'agitation politique, la Commune – qui prend plus de la moitié des 16 pages de notre adaptation – l'exil en Nouvelle-Calédonie et le retour à Paris. Ce qui a dirigé notre montage, c'est une volonté pédagogique et parfois on doit faire court sur des choses qu'on aurait aimé développer plus longuement, mais le temps imparti ne le permet pas, il faut raconter l'essentiel sur le plan historique.

FVLC: Comment se sont passées les relations avec les enseignants ?

M.R.: Nous avons contacté les enseignants directement dans chacun des établissements scolaires. Nous avons pu également passer par les structures avec lesquelles nous travaillons habituellement – les théâtres. Mais il y a maintenant dans chaque lycée des professeurs relais culture et c'est vers eux que nous allons en priorité. Les professeurs documentalistes sont également assez importants pour nous, ils ont du temps à donner pour les projets. Après, on voit si les professeurs sont intéressés par la représentation et/ou par des ateliers et là on met en place avec eux soit le fait de venir jouer chez eux sur une ou deux heures de cours, soit, on met en place des ateliers d'une année sur l'autre, en les associant aux demandes de financement -puisque pour certains des projets lancés en collège et lycée, ce sont les profs eux-mêmes qui déposent les dossiers. Nous n'avons jamais eu de réaction négative de la part des profs. En général, ils partagent avec nous le constat qu'ils n'ont pas le temps dans les programmes 4^e-3^e et seconde-première d'enseigner l'histoire de la Commune, ils sont plutôt contents de l'opportunité que le spectacle apporte.

Et puis, il y a un élément important lié à la représentation dans la classe. Quand on fait venir des classes au spectacles dans les théâtres, sur une classe de 28, il y en a toujours 5 ou 6 qui ne viennent pas. Et ceux qui ne viennent pas, ce sont ceux qui socialement ne peuvent pas venir parce qu'ils s'occupent de leurs frères et sœurs, ou tout simplement parce qu'ils n'ont pas eu l'autorisation, ou bien les 10 € nécessaires à la sortie. Nous cherchons donc aussi avec cette démarche à toucher tout le non public. Et aller dans les établissements scolaires, c'est la garantie d'avoir la totalité de la classe.

Dans les ateliers que nous proposons, nous travaillons avec les élèves sur les chants communards, une forme simple qui rassemble, même s'ils ne chantent pas tous bien, l'important est qu'ils chantent ensemble, ça permet de constituer des petits groupes de communards et finalement de faire du théâtre en leur demandant de choisir quel parisien ils auraient été durant la Commune. On arrive à une proposition très simple et collective. Nous avons parfois des enseignants qui demandent autre chose, pour des raisons pédagogiques. Cette année nous avons des enseignants plutôt intéressés par une approche via l'éducation civique, les ateliers se sont fait à travers des débats citoyens avec les élèves sur le thème de la Commune et comment cela rejoint les questions d'aujourd'hui, et ont pris la forme d'un travail radiophonique. Quand les enseignants changent la commande sur les ateliers, nous devons nous adapter. On avance ensemble avec les profs dans la définition du projet.

FVLC: Comment fonctionne ce format au sein d'une salle de classe, c'est assez particulier ?

M.R.: On investit la salle de classe dans sa fonction de salle de classe, puisqu'il y a quelque chose qui est de l'ordre du cours. On amène des cartes de Paris et une carte France-Allemagne, pour montrer la progression des

DIRE DANS UNE SALLE DE CLASSE QUE C'EST UNE BONNE CHOSE QUE LE PEUPLE SE PASSE DE DIEU PROVOQUE UN SILENCE TERRIBLE À CE MOMENT-LÀ.

Prussiens et les différents comités dans Paris. Après, tout le jeu consiste justement à transgresser et subvertir, dans le temps de la représentation, l'espace de la salle de classe. C'est un peu l'histoire d'un cours qui tournerait à une bataille. Ça dégénère. Le bureau du professeur qui incarne d'abord l'espace du pouvoir, avec Thiers, va devenir celui des comités d'arrondissement pendant un moment, puis il devient la barricade derrière laquelle la comédienne se bat. Et elle nous montre le dernier combattant de la barricade de la rue Ramponneau. Le décor est sommaire. Nous avons une malle en bois du XIX^e siècle avec laquelle Louise Michel pourrait avoir voyagé et accompli toutes les aventures qu'elle nous raconte. Pour les élèves, cette malle, c'est un élément qui ne vient pas de leur salle de classe et dans laquelle il y a des choses cachées, des objets qu'elle sort. Son luth de petite fille, un papayer qu'elle a pu sauver en les vaccinant en Nouvelle-Calédonie... C'est une espèce de malle à trésors qui permet de réserver des surprises qu'on peut sortir pendant le spectacle. Des affiches communardes qui sont placardées au mur. Les élèves ne les voient pas forcément dans un premier temps, mais les découvrent au fur et à mesure de la séance. Il y a le portrait de Napoléon III et il y a aussi des éléments que nous amenons, qui ressemblent à ceux de leur salle de classe, comme un balai, une poubelle mais qu'on utilise pour nous durant la représentation. On vote dans la poubelle. Le plaisir de tout cela, c'est d'arriver à inscrire des situations avec rien. Par exemple quand la comédienne raconte qu'il y a des cadavres au sol, elle ne fait que marcher et regarder au sol comme si elle était au-dessus d'un charnier. C'est juste l'attitude qu'elle a, le regard qu'elle porte sur des cadavres absents qui créent le moment et la situation. Elle s'adresse à ce petit public de trente élèves, constitué comme une foule de communards, comme s'ils étaient le peuple des femmes

en train de monter sur la Butte. Les gamins se trouvent pris à partie, un peu malgré eux. Quand elle délivre Flourens, elle s'empare d'un « innocent » dans la classe. Elle monte à l'assaut de la classe. Elle tourne autour et les élèves deviennent la foule des Parisiens communards.

Le temps de montage est de 45 minutes. Il faut qu'on arrive à s'installer durant ce laps de temps très court. Les profs nous laissent en général l'heure précédente.

FVLC : Après plusieurs mois d'expérience, les réactions des élèves sont-elles très différentes d'un établissement scolaire à un autre ?

M.R. : Oui, la différence se fait souvent en fonction de l'âge des élèves. Les élèves de seconde sont plus calmes et interviennent moins dans la représentation que peuvent le faire des élèves de terminale. Comme le rapport scène/salle est très direct, et que la comédienne leur parle, qu'elle leur pose des questions, il y a parfois des classes qui sont assez nerveuses et qui vont répondre. Au début du spectacle elle explique que l'égalité entre les deux sexes doit être reconnue et que les femmes sont toujours le potage de l'homme. Il y a des garçons qui lui peuvent répondre de manière assez virulente. Il y a un autre moment du spectacle quand elle dit : « Les anarchistes se proposent d'apprendre au peuple à se passer de gouvernement, comme il commence déjà à se passer de Dieu ». On joue en grande banlieue, en Île-de-France, il y a des élèves croyants. Dire dans une salle de classe que c'est une bonne chose que le peuple se passe de Dieu, provoque un silence terrible à ce moment-là.

J'ai très souvent travaillé sur des textes limites. *SCUM Manifesto* préconisait l'éradication des hommes sur terre. Des spectateurs se levaient pour partir et déchiraient leur billet. Pour moi, c'est un plaisir que le théâtre divise la salle. Si le théâtre ne divise pas la salle, je n'y vois pas d'intérêt.

Dans la représentation, il y a tout de même un aspect ludique, puisque la comédienne est très marrante dans sa robe de Louise Michel, à faire des cascades, à mourir, à renaître, etc. Je dirais que les élèves finissent par pardonner à Louise Michel son intransigeance. Ils voient bien, en fin de compte, que c'était une bonne fille. Après, ils sont très étonnés du parcours de cette femme. Ils nous demandent parfois, si tout ce qu'on raconte est vrai. Qu'est-ce qui les frappe dans le spectacle ? Qu'elle ait pris son fusil, que les femmes se soient battues, ainsi que des enfants. Ils sont très marqués par tout ce qui concerne l'enfance.

FVLC : Lorsqu'il y a débat avec les élèves, après la représentation, abordent-ils des questions d'actualité ?

M.R. : Oui, les combats de Louise Michel et des communards sont parfois rapprochés de ceux des Gilets jaunes. Ce qui n'était forcément pour nous une bonne chose, puisqu'on essayait plutôt de mettre au clair des enjeux historiques complexes, pas de faire des rapprochements rapides. Il nous semblait que les enjeux des combats des Gilets jaunes n'étaient pas en lien immédiat avec la Commune et son histoire. Nous ne sommes pas historiennes et nous





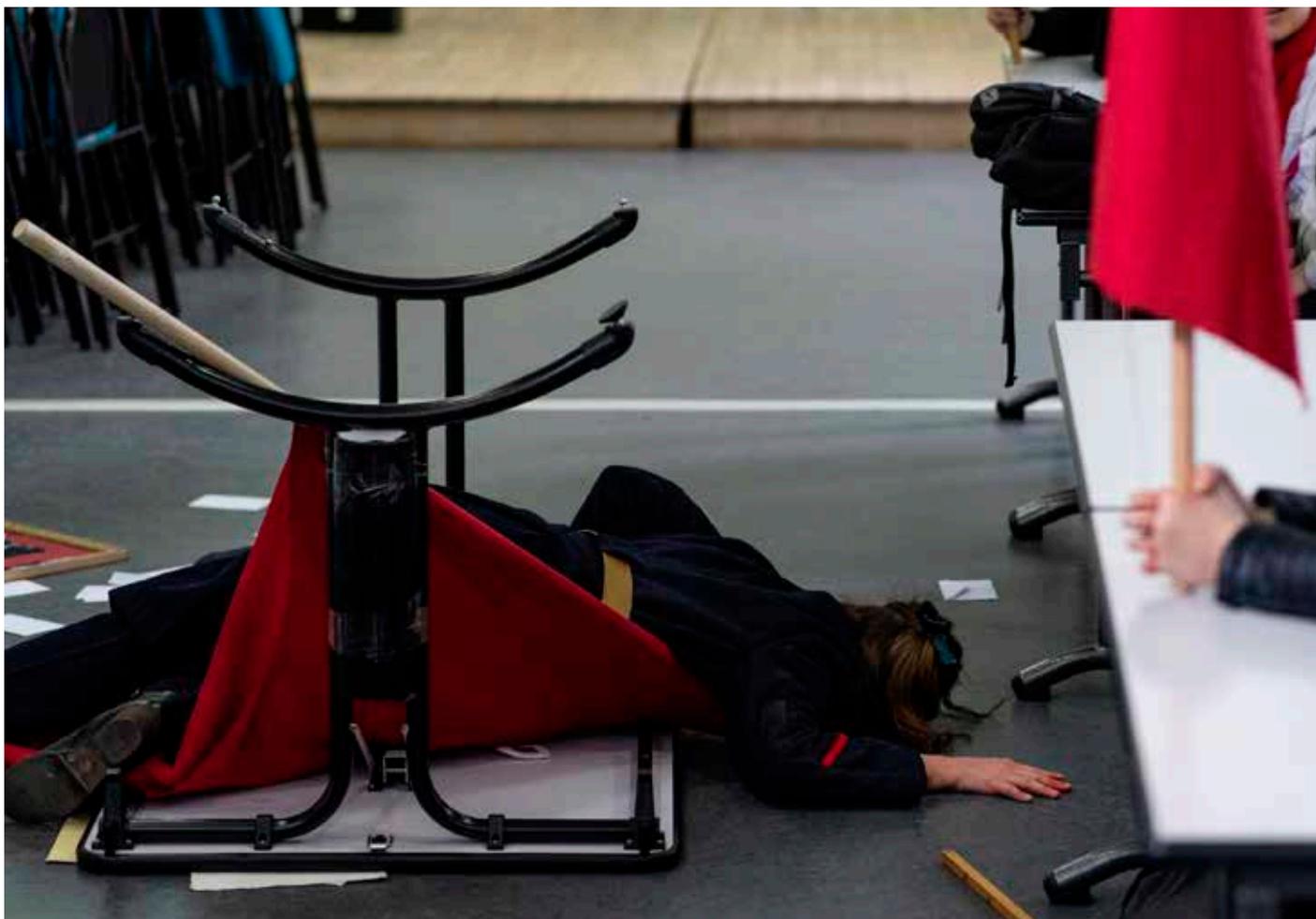
© BELAMY

n'avons pas les moyens de nous retrouver sur ce terrain, d'autant que nous avons travaillé à Mantes-la-Jolie, au lycée Jean Rostand qui jouxte le lycée dans lequel ont eu lieu les événements pendant lesquels des adolescents ont été mis à genoux et filmés par la police avec les mains sur la tête. C'était au moment où les lycées se mettaient en grève dans la continuité du mouvement des Gilets jaunes, il y avait un petit parfum insurrectionnel. À ce moment-là, il est évident que ces lycées sont sous le contrôle plus serré de l'Académie, des préfets, de la police, etc. Les enseignants ont une pression sur les contenus politiques qui sont dispensés dans le cadre de leurs projets. Nous avons donc fait très attention à ce que les prises de parole des élèves soient cadrées, toujours à travers des débats, dans le respect du partage de la parole, et de l'échange de points de vue. La question qui est advenue et sur laquelle ils ont travaillé à Mantes-la-Jolie, c'était « Est-il nécessaire d'employer la violence pour faire avancer ses idées? » C'est cette question qu'ils percevaient comme un lien direct avec ce qu'ils voyaient à la télévision et ce qu'ils avaient en tout cas compris de l'histoire de la Commune, c'est-à-dire la nécessité, à un moment, pour les Parisiens, de prendre les armes pour se défendre du gouvernement. Je pense qu'ils sont quand même frappés par le fait que la police puisse violenter des citoyens. Qu'est-ce que représente l'État? En quoi il les protège et en quoi il les menace. Évidemment, on a parlé avec eux de l'histoire des barricades à Paris et qu'on était tous héritiers d'une longue

histoire jalonnée de révolutions. Il y a eu une forme de résonance effectuée entre cette histoire de la Commune qu'ils ne connaissaient pas et l'histoire immédiate dans laquelle ils sont.

FVLC: Et l'attitude des profs?

M.R.: Les profs sont vraiment des facilitateurs. Ils arrivent à dialectiser des questions qu'en tant qu'artistes, nous ne pourrions pas toujours articuler avec les élèves. D'autant qu'il y a beaucoup d'élèves dans les classes. Pour nous, un groupe de 28-30 élèves, c'est beaucoup pour faire du théâtre et les mettre ensemble. La question que se pose les enseignants, c'est comment créer des groupes avec leur classe. Comment faire pour éviter les clans. Comment intervenir pour qu'ils puissent faire ensemble des choses. Il y a une partie du projet qui est importante quand on s'engage sur plusieurs semaines d'ateliers, c'est qu'on les amène visiter Montmartre, avec les Amies et Amis de la Commune. Le fait que le récit s'incarne dans la ville, qu'on leur montre les endroits où les faits se sont déroulés, pourquoi les canons étaient en hauteur, où les communards se sont fait fusiller, ça leur parle beaucoup. De passer par la ville pour comprendre les luttes. Sachant que la plupart des élèves concernés connaissent assez peu Paris. C'est important de faire d'eux des Parisiens. Nous avons également invité lors des ateliers une cinéaste qui s'appelle Fatma Zohra qui elle a travaillé sur la



Commune en Algérie. C'est un aspect qu'on aimerait bien creuser à l'avenir dans les ateliers. La Commune ailleurs qu'en France. Comment certaines luttes ont pu se croiser entre les luttes anticoloniales et la Commune.

FVLC: Combien de classes ont été concernées par le projet ?

M.R.: Nous avons mené des ateliers avec des collégiens de Boissy-Saint-Léger et des lycéens de Mantes-la-Jolie. Le spectacle a été présenté dans 8 classes, depuis le début de l'année.

L'année prochaine, il sera repris avec le théâtre d'Ivry-Antoine Vitez. Le théâtre nous accompagnera pour le jouer dans les établissements scolaires sur le même format. Mais le spectacle peut également être joué en dehors des classes, puisqu'il est assez léger. Nous imaginons aussi le jouer dans les campagnes, dans les festivals, dans les cafés. Il nous suffit d'un petit public constitué pour pouvoir jouer. C'est un spectacle qui a été imaginé pour un public adolescent mais qui, en réalité, peut s'adresser à tous les publics, tout en restant dans le cadre d'une démarche didactique; il s'agit d'un spectacle qui va tout droit dans le sens de Louise Michel et de son combat. ■





ENTRETIEN AVEC CLAUDINE REY

HISTORIENNE ET ANCIENNE PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION DES AMIES ET AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS 187, ELLE A PARTICIPÉ À L'ÉLABORATION DU *RENDEZ-VOUS DU 18 MARS 1871*, UNE PIÈCE INTERPRÉTÉE PAR DES ACTRICES ET ACTEURS AMATEURS.

FAISONS VIVRE LA COMMUNE (FVLC) : *Le Rendez-vous du 18 mars 1871*, qu'est-ce que c'est ?

CLAUDINE REY (C.R.) : C'est une pièce de théâtre que l'Association des amies et amis de la Commune a créée pour le 140^e anniversaire de la Commune, le 18 mars 2011 place de l'Hôtel-de-Ville, et qu'elle a jouée et continue à jouer depuis.

Un ancêtre vient, chaque année, parler de la Commune, place de l'Hôtel-de-Ville, justement. Une jeune femme d'aujourd'hui, qui ignore tout de cette histoire, et se trouve être une de ses arrière-petites-nièces, l'interroge : la Commune, qu'est-ce que c'est ? Pourquoi vous êtes-vous engagés dans la Commune ?

FVLC : Vous racontez donc l'histoire de la Commune ?

C.R. : Pas seulement. Nous voulons aussi « réhabiliter » les communards. D'ailleurs, la situation a un peu changé depuis 2011 puisqu'une résolution a été votée par l'Assemblée nationale le 29 novembre 2016.

FVLC : Vous avez modifié la pièce ?

C.R. : Oui. Maintenant, un spectateur interpelle les

acteurs avec cette résolution, qui est le résultat de rudes batailles menées par notre association.

Pour obtenir cette résolution, nous avons accumulé pétitions, délégations, marches sur l'Assemblée nationale et le Sénat... Elle peut sembler insuffisante, mais elle a quand même reconnu que le mouvement révolutionnaire a contribué justement à l'histoire du pays. Elle a remis en question des décisions de « justice », les condamnations de communards. Et elle nous sert de base pour continuer à réclamer un texte plus conséquent rappelant l'œuvre sociale de la Commune, mais aussi les moyens pour que la Commune de Paris ne tombe pas dans l'oubli.

FVLC : Et votre pièce ?

C.R. : Comme notre association, notre pièce n'a pas que des visées mémorielles ! Les valeurs démocratiques de la Commune et des communards sont à l'ordre du jour. Nous le disons jusque dans les écoles avec cette pièce.

FVLC : Vous jouez toujours dans la rue ?

C.R. : Non dans des collèges, des centres de loisirs, des kiosques au printemps, à Paris, mais aussi en province, à Dieppe, dans la Creuse, dans les fêtes populaires, celle de Lutte ouvrière, celle de l'Humanité, et bien sûr, celle de la Commune, que nous organisons tous les ans le dernier week-end de septembre.

FVLC : Nous reviendrons sur les spectateurs, mais parlons d'abord de la pièce. C'est de l'« agit-prop » ?

C.R. : On peut l'appeler comme ça... Oui. Nous avons pensé à des tableaux vivants, sortes d'images d'Épinal. Au plus près de la vérité historique, avec quelques phrases chocs comme « C'est de l'enfer des pauvres

qu'est fait le paradis des riches » (Victor Hugo), dite par un tanneur de la Bièvre.

FVLC: Mais il y a un auteur ?

C.R.: Au départ, il y a eu Emmanuel Gradt, auteur de la pièce *Morte ou vive, vive la Commune*. Il nous a fait travailler en atelier à l'Association des amies et amis de la Commune pour en faire une pièce jouable par des amateurs.

Il y avait initialement trente personnages, mais, à trois mois de la première représentation le 18 mars 2011, alors que nous avons l'accord de la Mairie de Paris, l'estrade, la sono... plus personne pour finir la pièce !

Nous ne pouvions pas avoir plus de dix ou onze personnages. Je me suis attelée à la tâche.

FVLC: Tu en as supprimé vingt ?

C.R.: Ça n'a pas été facile. Il fallait faire disparaître des personnages tout en gardant une certaine cohérence des répliques. Les dix derniers ont été les plus difficiles. Heureusement, j'ai été aidée par Marie-Claude Laurore, une amie de l'association qui fait du théâtre et qui a donné le coup de pouce décisif.

Il nous reste onze personnages aujourd'hui avec quelques voix off comme celle de Mac Mahon. Marie-Claude a aussi écrit un texte poétique, lu lui aussi en voix off, qui introduit une respiration dans la pièce lors de l'évocation de la semaine sanglante.

FVLC: Et les acteurs sont tous des amateurs ?

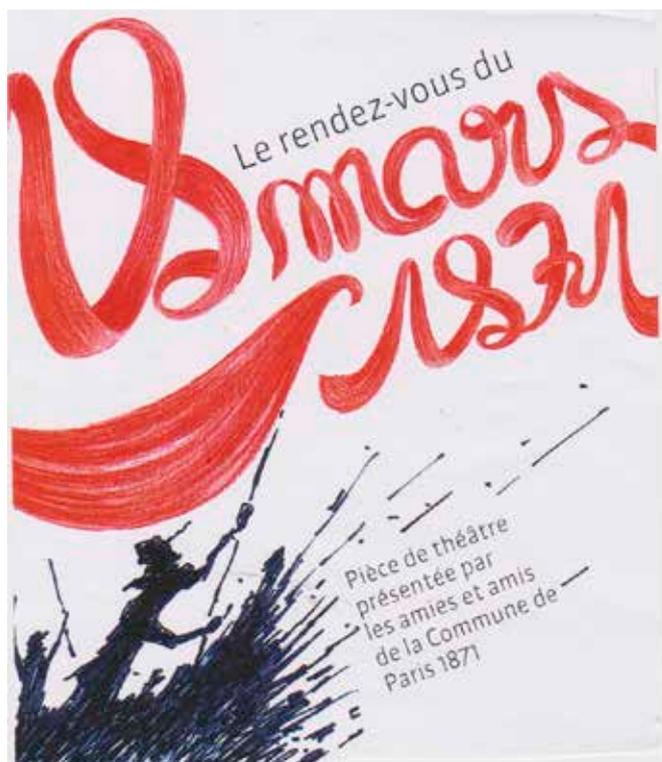
C.R.: Oui, et bénévoles. Un bénévolat très militant. Nous y tenons. Ils arrivent à faire passer un souffle. Le public y est sensible. J'en profite pour lancer un appel à des acteurs bénévoles qui souhaiteraient se joindre à nous, participer aux répétitions.

FVLC: Vous avez un metteur en scène, bien sûr ?

C.R.: Non. Pour la première représentation nous avons embauché Carole Robert, qui avait réalisé pour nous de très beaux films sur la Commune que l'on peut découvrir sur notre site, et qui nous a aidés et nous a trouvés un metteur en scène. Ensuite nous nous sommes débrouillés tout seuls.

FVLC: Parle-nous des spectateurs.

C.R.: Nous en avons de toutes sortes ! Je me souviens de la rue Maxime-Lisbonne, à la Goutte d'Or (à Paris dans le 18^e). Il y avait le maire de La Ferté-Alais, commune où Maxime Lisbonne est mort, une fresque de vingt mètres de long, réalisée par Élodie Barthélémy avec les habitants du quartier, un concert de Riton la Manivelle, et les merveilleux gamins qui criaient « Vive la Commune ! ». Cette rue (autrefois une impasse), nous avons participé à son inauguration quelques années auparavant et avec notre pièce elle prenait vie. C'était très émouvant ! Et les élèves de collège ! Nous avons installé notre scène



sous un préau. Quelle joie de voir ces jeunes suivre les péripéties de la pièce, puis discuter de l'égalité des salaires ou d'autres questions abordées dans la pièce !

Il y a des lieux plus difficiles, comme les kiosques dans les jardins publics. Les utilisateurs du jardin ne sont pas nécessairement des spectateurs, ils sont venus là pour autre chose, papoter, jouer au ballon, pique-niquer ce qui rend la tâche des acteurs assez ardue.

Nous avons aussi joué dans des salles, aux Lilas, par exemple. Avec des comités d'entreprise, par exemple avec des cheminots.

FVLC: Vous jouez gratuitement ?

C.R.: Non, pas toujours. Nous avons des frais. Par exemple, une des actrices vient de Dieppe. Mais les associations qui nous reçoivent participent selon leurs moyens. Nous avons parfois (rarement) des subventions. Ce printemps, nous avons joué au Père-Lachaise pour le Printemps des cimetières, et cela nous a valu de quoi acheter enfin notre propre sono.

FVLC: Tu nous parles des problèmes matériels ?

C.R.: Un de nos gros problèmes est le transport du décor. Nous savons monter notre barricade en kit en un quart d'heure, plus vite qu'une vraie !

Mais ce sont cinq panneaux de 1,40 m. Il faut les transporter. On ne fait pas ça avec ma Clio !

FVLC: On en revient à l'agit-prop. Où au temps de Molière, une troupe de bateleurs sur tréteaux ?

C.R.: D'accord pour les références. Du théâtre de rue, pour que vive la Commune ! ■

PRINTEMPS 1871

(PÉRIPÉTIES D'UNE NAISSANCE)

COMMENT L'IDÉE DE FÊTER LE 150^E ANNIVERSAIRE DU PRINTEMPS COMMUNARD DONNE NAISSANCE À UNE ASSOCIATION QUI ŒUVRE À LA MÉMOIRE DES FAITS, LA COMPRÉHENSION DES IDÉAUX ET L'ACTUALITÉ DES ENJEUX DE LA COMMUNE.

A l'occasion de l'élection présidentielle de 2017, un certain nombre de mécontents sillonnent les rues de Belleville. Certains ne sont pas loin de penser que voter ne sert à rien, d'autres qu'il faut quand même le faire, d'autres encore que cette « coutume » est nuisible dès lors qu'elle dédouanerait d'agir par ailleurs. Quelques-uns se reconnaissent comme « insoumis » au sens large mais seraient tout de même prêts à se structurer comme tels à condition d'ajouter « Pourquoi pas ? mais "insoumis chez les insoumis" ! ». Bref, l'engagement politique du noyau qui sera à l'origine de Printemps 1871 n'a rien de pertinent. Plus pertinente est l'amitié entre des membres convaincus qu'une démocratie « représentative » peut évoluer vers autre chose qui ne serait plus la démocratie si les élus ne sont pas révocables, convaincus que l'éducation populaire est la clé de voûte d'une citoyenneté éclairée et fraternelle, convaincus que le manque de vigilance pour préserver les droits acquis par le Conseil national de la Résistance est un danger de régression sociale, convaincus que nous allons dans le mur sur le plan écologique et de manière de plus en plus rapide et inquiétante, convaincus que « Ça va mal » mais que « tout de même, il fait bon vivre à Belleville ! ». Un bouffon mégalomane situait le centre du monde à la gare de Perpignan, le Bellevillois n'a pas pour son quartier de telles prétentions. « Quoique ! » comme disait Raymond Devos !

Ben oui ! Objectivement « quoique » le Bellevillois parlant de Belleville ne se caractérise pas toujours par une objectivité sans faille, admettons (et il faut l'admettre, c'est historique !) que la Commune de Paris de 1871, « ça s'est bien fini là, non ! ? », ce fut bien là le dernier rempart de résistance à Versailles !

Vers le mois de mars 2017, au sortir d'un café où ils venaient de boire quelques communards, au croisement de la rue des Pyrénées (ex-rue Puebla) et de la rue de Belleville (ex-rue des Rigoles), Volito fait cette réflexion à Joël, lequel Joël se protège du froid grâce à une casquette en forme de képi :

« Tu sais à qui tu ressembles ?

– Euh...

– À Gustave Flourens ! Figure-toi qu'il habitait presque où nous sommes, au 397 de la rue des Pyrénées, un



blanquiste pur et dur ! un des héros du Canon Fraternité de Jean-Pierre Chabrol !

– Ça mériterait une plaque, non ?

– Oh, tu sais, des plaques, il n'y en a pas beaucoup ! Tu vois, par exemple, la rue Jean-Baptiste-Dumay, de l'autre côté de la chaussée, à 30 mètres... Personne ne sait plus qui était Jean-Baptiste Dumay. Il a été maire du Creusot (une des plus célèbres communes de province dans le sillage de la Commune de Paris). Rien ne le rappelle !

– Tu crois pas qu'on pourrait donner visibilité à tout ça ?

– Oui, Joël, t'as raison ! Mais enfin, 30 000 morts à Paris pendant la semaine sanglante, les massacres en masse, il reste pas grand-chose !

– Raison de plus !

– C'est sûr qu'il y a un patrimoine ! Mais ce patrimoine est, aux neuf dixièmes, immatériel !

– Et alors, tu fais déjà des digressions sur la Commune dans les cafés du coin, tu pourrais faire des balades dans le quartier pour les gens ! »

Je n'y avais pas pensé bien que membre depuis plusieurs années de l'association des Amies et Amis de la Commune qui, elle, organise des balades, depuis une trentaine d'années, d'abord sur les lieux de combats puis à la Butte aux Cailles, à Montmartre, en province...

Cette nouvelle proposition et la poursuite des digressions dans les cafés de Belleville (en particulier Pyrénées-Ménilmontant) nous ont conduits à créer notre petite association en complément (sans concurrence mais en pleine solidarité, faut-il le préciser ?) de ce qui existe déjà. Avec l'espoir de voir toutes les initiatives se multiplier d'ici au cent cinquantaire !

Suite à une assemblée constitutive du 14 octobre 2017, notre association, La Commune de Paris, les paris de la Commune alias Printemps 1871, est créée en vue de donner visibilité à la Révolution du 18 mars sur le lieu où elle a été exterminée afin d'en célébrer l'histoire, les idéaux et les enjeux dans ce qu'ils ont d'universel et toujours actuel et humain, ce que définiront nos statuts. Qu'il suffise d'en extraire l'article 2 consacré à l'objet :

« Cette association a pour objet de donner visibilité à la Révolution du 18 mars (Commune, 1871) en mettant en valeur :

- la mémoire des faits,
- la compréhension des idéaux,
- l'actualité des enjeux. »

Ainsi la Commune, événement particulier interrogeant l'universel, sera-t-elle envisagée comme « métaphore de l'humain » et convoquera-t-elle aussi bien les historiens que les auteurs, poètes ou artistes : acteurs, musiciens, plasticiens... dans le cadre de « balades communardes » (à Paris ou ailleurs), expositions, colloques, digressions, débats... Des « appels à projets » destinés à faire vivre le patrimoine « matériel » ou « immatériel » du « temps des cerises » pourront être lancés. La commémoration du cent cinquantième en 2021 sera particulièrement investie.

Inutile de décrire la joie des quelques « énervés » de Printemps 1871 au moment où ils apprennent qu'une autre association se réunit, en première assemblée générale, le 7 décembre 2018, à quelques mètres de leur siège social, en vue de tenir un lieu éphémère pour fêter les 150 ans de l'insurrection et de la Commune qui a suivi, cela pendant 72 jours (durée du fier printemps) ! « Foutre ! qu'ils comptent sur nous ! » (Calme-toi, Père Duchêne !)

Avec beaucoup d'optimisme, eu égard à nos faibles moyens, nous avons imaginé plusieurs « commissions de travail » liées à la mémoire, à la recherche de partenariats, à l'organisation d'événements, à une réflexion sur les médias, à l'éducation populaire, au rôle des femmes dans les révolutions...

En dehors des balades et conférences (digressions), mentionnons nos actions dans un collège proche avec des professeurs d'histoire et de français, notre participation à des événements festifs (le dernier en date les 18 et 19 mai 2019 dans le cadre de la fête du village Jourdain) notre inscription dans l'Association Philotechnique (elle existe depuis 1848 et notre cher Eugène Varlin y suivait des cours !) pour 24 interventions d'octobre 2019 à mai 2020, l'édition d'une revue dont il reste à définir la fréquence, avec un premier numéro consacré à l'action des femmes ⁽¹⁾, un deuxième sur le thème de la colère, un troisième en cours sur les services publics... ■

(1) Disponible en ligne : <https://printemps1871.files.wordpress.com/2018/07/printemps-1871-nc2b01.pdf>

- Courriel : printemps1871@gmail.com
- Site internet : <https://printemps1871.wordpress.com/>
- Adresse postale :
45, rue des Rigoles, 75020 Paris



“ LES FÉMINISTES ACTUELLES DEVRAIENT SE REVENDIQUER DE LA COMMUNE ”

L'ENSEIGNANTE-CHERCHEUSE À L'UNIVERSITÉ PARIS-EST-MARNE-LA-VALLÉE DÉPLORE UN MANQUE D'INTÉRÊT, DE LA PART DES MILITANTES D'AUJOURD'HUI, POUR LES RÉVOLUTIONS DU XIX^E SIÈCLE. ELLE RAPPELLE EN QUOI L'INSURRECTION DE 1871 A ÉTÉ UN MOMENT MAJEUR DE L'HISTOIRE DES FEMMES.

Pour l'historienne Mathilde Larrère⁽¹⁾, limiter le féminisme et la citoyenneté à la question du droit de vote est une erreur, conduisant à effacer des mémoires une partie essentielle de notre passé politique. Elle souligne l'importance des communardes et l'implication constante des femmes dans les révoltes populaires.

GABRIEL PORNET (G.P.) : Quelle est la différence entre le rôle joué par les femmes durant la Commune et durant les autres révolutions ?

MATHILDE LARRÈRE (M.L.) : Ce qui progresse, avec la Commune, c'est qu'on les accepte plus comme combattantes. En 1830, il y avait quelques femmes sur les barricades, pas beaucoup, et certaines y allaient déguisées en hommes. C'était pareil en 1848 : elles préparaient les cartouches, jouaient un rôle à l'arrière. En 1871, elles réussissent à faire des bataillons de femmes et tiennent même quelques barricades. La plus célèbre est celle de la place Blanche, même si son existence est discutée.

G.P. : Certaines femmes portent un uniforme pendant la Commune ?

M.L. : Oui. Durant les procès, on leur reproche par exemple d'avoir été arrêtées avec un pantalon... Elles ne font pas partie de la garde nationale, mais le réclament, et certaines mettent un semblant d'uniforme, un pantalon, comme une revendication – sans compter que c'était effectivement plus pratique pour combattre.

G.P. : Selon Jacques Rougerie, sous la Commune, les préoccupations ne sont pas à proprement parler « féministes »...⁽²⁾

M.L. : Jacques Rougerie a fait l'erreur classique, à savoir réduire le féminisme à la question du droit de vote. Au XIX^e siècle, le fait qu'on le leur refuse n'est pas le premier problème des femmes. La revendication n'est pas absente, mais elle n'est pas prioritaire. Elles se battent beaucoup plus pour le droit au travail, pour la suppression des dispositions inégalitaires du Code civil et surtout pour la fin de l'incapacité civile des femmes mariées, mais aussi pour le droit à l'instruction, pour le droit d'avoir des armes... Si on prend ça en compte, alors on peut considérer qu'il y a des demandes féministes clairement formulées au cœur de la Commune. Simplement, elles ne réduisent pas le citoyen et le pouvoir politique au seul bulletin et demandent bien plus que l'accès aux urnes.



LA BARRICADE DE LA PLACE BLANCHE DÉFENDUE PAR DES FEMMES.

G.P. : Qu'obtiennent-elles concrètement ?

M.L. : Elles obtiennent une forme d'engagement, de la part de la Commune, à établir l'égalité salariale (difficile de savoir si ça a été mis en place; cela semble avoir été le cas dans quelques ateliers associatifs). Elles acquièrent aussi, ce qui est très important dans leur esprit, la reconnaissance des concubines et des enfants illégitimes: les pensions pour les femmes de gardes nationaux tués doivent désormais être également versées aux femmes non mariées. C'est fondamental, surtout que dans le milieu ouvrier, on se marie très peu. Elles obtiennent aussi l'interdiction de la prostitution, un combat important contre la domination masculine: il y a de beaux textes de Louise Michel à ce sujet. Les femmes sont aussi très mobilisées dans le domaine de l'instruction. Elles créent notamment des écoles de filles et envisagent également une éducation beaucoup plus mixte.

G.P. : On connaît bien Louise Michel, mais qui sont les autres militantes sous la Commune ?

M.L. : Nathalie Le Mel, Elisabeth Dmitrieff, André Léo, Blanche Lefebvre, Victorine Brocher, Marguerite Tinayre, Aglaé Jarry... et toutes les militantes de l'Union pour la défense de Paris et les soins aux blessés, qui pour beaucoup n'ont laissé que leur nom au bas de deux affiches et dont on sait peu de choses. Sociologiquement, Dmitrieff, aristocrate russe immigrée, est une exception: s'il y a quelques institutrices, comme Louise Michel, la plupart sont des femmes du peuple, exercent des petits métiers, souvent dans le textile ou les « métiers

de bouche »: blanchisseuses, couturières, chapelières, chocolatières, confiseuses...

G.P. : Les communardes ont-elles conscience d'être dominées, à l'intérieur même du mouvement, par les hommes ?

M.L. : Oui, en tout cas pour certaines, c'est clair. André Léo, par exemple, en a parfaitement conscience ⁽³⁾. Les hommes communards sont les produits d'une époque où l'on envisage difficilement, depuis un siècle, de donner la parole aux femmes.

G.P. : Le socialisme, sous la Commune, est moins tourné vers les femmes que ne l'étaient le saint-simonisme et le fouriérisme au début du siècle ?

M.L. : Pierre-Joseph Proudhon est passé par là... Même si c'est compliqué: on retient une phrase atroce de lui alors qu'avant, il a eu des propos beaucoup plus favorables à l'égalité. De toute façon, le mouvement ouvrier, en tout cas à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, est objectivement machiste. Au lieu de demander l'égalité, ils considèrent que les femmes sont responsables de la baisse des salaires, que ce sont des travailleuses concurrentielles, des briseuses de grève.

G.P. : Comment les communardes sont-elles traitées par les versaillais lors de la répression ?

M.L. : Dans les combats, elles sont tuées comme les hommes. Mais durant les procès, on commence par leur



MANIFESTATION DES FEMMES, PLACE DE LA CONCORDE LE 3 AVRIL 1871, RÉCLAMANT UNE MARCHÉ SUR VERSAILLES.

poser des questions différentes. On leur demande toujours, par exemple, si elles ont combattu parce qu'elles étaient amoureuses d'un homme. Impossible d'imaginer qu'elles aient pu se battre parce qu'elles en avaient envie. « Quelle était votre relation » sous-entendue sexuelle, « avec tel ou tel communard ? » etc. S'agissant des punitions prononcées par les conseils de guerre, la peine de mort reste une exception pour les femmes, et les rares peines capitales prononcées à leur encontre ont été commuées en travaux forcés. D'autre part, ce qui n'apparaît pas dans les archives des procès et qui est pourtant très présent dans la manière dont la population les voit, c'est la légende des « pétroleuses » : elles auraient provoqué les incendies à Paris, alors qu'aucune n'est inculpée pour ça.

G.P. : D'où vient cette image des « pétroleuses » ?

M.L. : Ça vient de la presse, beaucoup. Je pense qu'il y a un tel refus de la femme en politique, et pire, de la femme révolutionnaire, qu'on la rend responsable de tout. C'est une façon de leur refuser à nouveau le statut de combattante. Dans l'esprit des versaillais, ce sont les lâches qui allument les incendies. Pourtant, même Maxime Du Camp, qui est un anticommunard de première, ne reprend pas le mythe des « pétroleuses ». En revanche, c'est très présent dans l'iconographie. Ça fait aussi penser au vieux symbole de la « sorcière », d'une certaine manière. Ça fait longtemps qu'il y a cette association entre les « mauvaises femmes » et le « feu ». Surtout, les communardes sont considérées par les versaillais comme des prostituées, des femmes aux mœurs légères.

G.P. : Les féministes actuelles se revendiquent-elles de la Commune ?

M.L. : Non, mais elles devraient. Dans les milieux féministes, et même parmi les chercheuses en histoire

de femmes, on s'intéresse plus à ce qui se passe après, à partir d'Hubertine Auclert : un féminisme plus bourgeois, tourné vers le droit de vote. Parmi les militantes d'aujourd'hui, pour schématiser, on garde Olympe de Gouges, et on oublie tout ce qu'il y a au milieu, toutes les femmes populaires et socialistes de 1830, de 1848 et de la Commune. Bon, il y a Louise Michel, mais enfin, c'est la seule, et encore... Pourtant, chaque révolution ouvre des possibles pour les femmes et elles s'en sont toujours saisies, notamment en s'organisant de manière non mixte, en écrivant, en prenant la parole... Les grandes revendications sociales du XIX^e siècle ont été portées par les femmes autant que par les hommes, et on ne le dit pas assez. Quand les révolutions meurent, elles sont les premières victimes : il y a toujours un double retour à l'ordre, politique et sexiste. ■

GABRIEL PORNET

ENTRETIEN PARU DANS *LIBÉRATION* LE 22 MARS 2019.

(1) Auteure de *Histoire comme émancipation* (avec Laurence De Cock et Guillaume Mazeau, Agone, 2019) et *Des intrus en politique – Femmes et minorités : dominations et résistances* (avec Aude Lorriaux, Éditions du Détour, 2017).

(2) Jacques Rougerie, Paris insurgé, la Commune de 1871, 1995, dans *La Commune et les Communards*, Gallimard, 2018, p. 73.

(3) André Léo dans *La Sociale* du 8 mai (via Jacques Rougerie, op.cit.) : « Beaucoup de républicains n'ont détrôné l'Empereur et le bon Dieu que pour se mettre à leur place. La femme [...] doit demeurer neutre et passive sous la direction de l'homme : elle n'aura fait que changer de confesseur. »

LE TEMPS DES CERISES

Quand nous chanterons le temps des cerises
Et gai rossignol et merle moqueur
Seront tous en fête
Les belles auront la folie en tête
Et les amoureux du soleil au cœur
Quand nous chanterons le temps des cerises
Sifflera bien mieux le merle moqueur

Mais il est bien court le temps des cerises
Où l'on s'en va deux cueillir en rêvant
Des pendants d'oreilles...
Cerises d'amour aux robes pareilles
Tombant sous la feuille en gouttes de sang...
Mais il est bien court le temps des cerises
Pendants de corail qu'on cueille en rêvant !

Quand vous en serez au temps des cerises
Si vous avez peur des chagrins d'amour
Évitez les belles !
Moi qui ne crains pas les peines cruelles
Je ne vivrai pas sans souffrir un jour...
Quand vous en serez au temps des cerises
Vous aurez aussi des chagrins d'amour !

J'aimerai toujours le temps des cerises
C'est de ce temps-là que je garde au cœur
Une plaie ouverte !
Et Dame Fortune, en m'étant offerte
Ne pourra jamais fermer ma douleur...
J'aimerai toujours le temps des cerises
Et le souvenir que je garde au cœur !

JEAN-BAPTISTE CLÉMENT (1837-1903), AUTEUR PAROLIER DU *TEMPS DES CERISES*, CHANSON ÉCRITE EN 1866, ÉTAIT UN AUTHENTIQUE POÈTE DU MOUVEMENT OUVRIER NAISSANT. CE QUI SE VÉRIFIERA DANS BIEN D'AUTRES TEXTES, COMME CETTE CHANSON DU MORCEAU DE PAIN OU LES CHANSONS DE L'AVENIR.

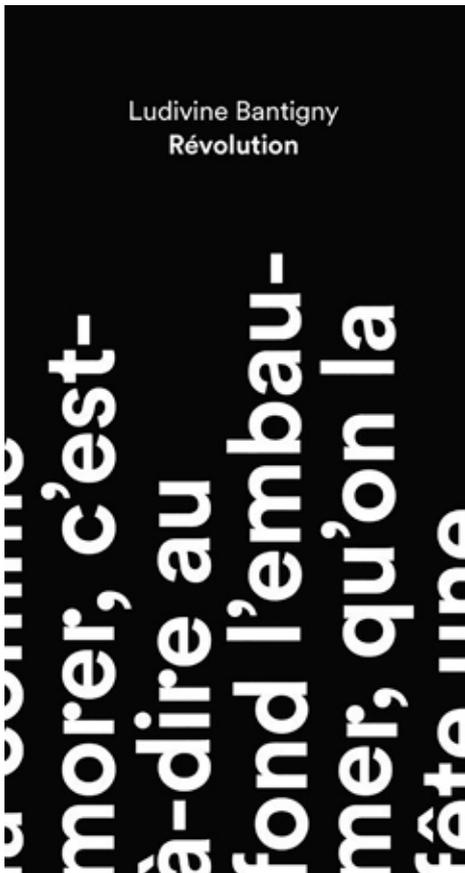
PARTICULIÈREMENT ACTIF DURANT LA COMMUNE, IL COLLABORERA AU *CRI DU PEUPLE* DE JULES VALLÈS, AVANT DE PARTICIPER AUX COMBATS DE LA SEMAINE SANGLANTE, ÉGALEMENT TITRE D'UN CHANT DÉDIÉ AUX FUSILLÉS DE MAI ET JUIN 1871.

AYANT PU SE RÉFUGIER À LONDRES, JEAN-BAPTISTE CLÉMENT DEVAIT MILITER, APRÈS SON RETOUR EN FRANCE À LA SUITE DE L'AMNISTIE DE 1880, AU SEIN DU PARTI OUVRIER SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE PAUL BROUSSE, REJOIGNANT ENSUITE LE PARTI OUVRIER FRANÇAIS DE JULES GUESDE.



JEAN-BAPTISTE CLÉMENT PAR NADAR.

RÉVOLUTION



Surtout, ne pas confondre le titre de ce livre de Ludivine Bantigny avec l'opuscule laborieux commis par Emmanuel Macron, lors de la campagne de l'élection présidentielle, en 2017. Ce terme de « révolution », trop souvent utilisé inconsidérément, est ici envisagé dans son acception la plus noble, et non pas comme peuvent s'y risquer de pauvres histrions.

Révolution nous interpelle au sens où l'entendaient les malmenés de l'Histoire. Révolution permanente (superbement chanté par Georges Moustaki), est-ce une utopie difficilement accessible ? Dans son ouvrage, Ludivine Bantigny rejette l'idée d'un « tombeau pour une Révolution défunte », préférant affirmer que ce bouleversement sociétal « embrasse l'avenir en serrant le passé dans ses bras ». L'auteure de ce petit livre ne manque pourtant pas de rappeler toutes les défaites des révoltés, comme la férocité des actions répressives face aux insurrections populaires qui allaient agiter le XIX^e siècle : « Des Canuts de 1831 aux ouvriers de 1848, de la Commune qui a eu l'audace de renverser l'ordre des puissants et le montrait pour ce qu'il était. »

Comment les esprits libres pourraient-ils s'abstenir de rêver de révolution ? Encore faudrait-il déterminer la résolution de ceux qui ne peuvent que l'envisager. Tandis que d'autres n'hésitent jamais à utiliser cette perspective pour de tristes réformes ayant pour objet de consolider un monde de domination toujours plus oppressif mais honteusement présenté comme « progressiste ».

Ludivine Bantigny s'attache à montrer du doigt ces « réformateurs » qui, sans vergogne, détournent le mot de révolution pour des fins opposées à l'ambition de ceux qui désirent réellement transformer ce monde malade, réduisant le rêve en « argument de vente ». En s'éloignant des vieux clichés glorieux pour présenter les révolutionnaires tels de sanglants agitateurs. Ceux-là veulent surtout nous convaincre de la joie de ceux qui s'appliquent à tenter de vivre somptueusement dans une société de profit, au détriment d'un monde égalitaire. D'où cette réaction bien naturelle d'éprouver une certaine « jubilation pour exprimer tout ce qui est ressenti, (cette) liesse de se retrouver, l'allégresse de l'ordre bravé, de l'inattendu et de l'intensité vécue ».

Comment ne pas nous remémorer cette invitation à un avenir ambitieux, formulée par Arthur Rimbaud : « Changer la vie ! » Comment ne pas se souvenir de ce cri lancé par Louise Michel à ses geôliers versaillais, en décembre 1871 : « Vous savez bien que si je ressortais vivante d'ici, je vengerais les martyrs ! Vive la Commune ! » Un demi-siècle plus tard, Rosa Luxembourg, bientôt assassinée par les forces de l'ordre « socialistes », ne manquait pas d'affirmer : « Nous sommes campés sur ces défaites et nous ne pouvons renoncer à une seule d'entre elles, car dans chacune nous tirons une portion de notre force. » Et Ludivine Bantigny nous renvoie au défi de la révolutionnaire polonaise face à l'immensité de la tâche insurrectionnelle qui connaît bien plus de défaites que de victoires durables : « J'étais, je suis, je serai ! » Belle affirmation, pleine d'optimisme, alors que l'horizon ne faisait que s'assombrir pour celles et ceux qui refusaient l'autoritarisme, quelle qu'en soit l'origine idéologique.

Comment ne pas s'attacher ? À la mémoire de ces femmes révolutionnaires, souvent traitées de « harengères », qui s'étaient rendues à Versailles, en octobre 1789, pour ramener à Paris ce roi censé leur donner ce pain auquel elles estimaient avoir droit. Surtout, ne jamais oublier ces paroles de Gracchus Babeuf, initiateur de la Conjuraison des Égaux, qui sera guillotiné en 1797, tant il gênait les hommes du Directoire : « Nos maîtres, au lieu de nous policer, nous ont rendus barbares parce qu'ils le sont eux-mêmes... » Il faudrait tout citer de cet essai, mais cela priverait le lecteur de l'envie de l'acquérir. Cela sans adhérer nécessairement à la révolte d'une certaine catégorie d'enragés, vêtus de Gilets jaunes, qui, le 1^{er} décembre, exprimaient leur révolte par une banderole délivrant une vérité incontournable : « Les véritables casseurs sont chefs d'État ! » ■

MAURICE RAJSFUS

DANS L'OMBRE DU BRASIER

Dans l'ombre du brasier est un oxymore – comme la célèbre « obscure clarté » – et un roman noir – comme l'ombre –, mais aussi rouge – comme les braises, comme la Commune.

J'ai beaucoup aimé ce livre paru en janvier. Comme il a déjà eu pas mal d'articles de presse, je serai assez brève.

Il y a bien longtemps que je n'avais pas lu un bon « polar » lié à la Commune ! Je pense, dans un genre très différent, à la rencontre improbable de mes deux héros londoniens dans *Marx & Sherlock Holmes*, d'Alexis Lecaye, qui date, déjà, de 1981 !

Je sais qu'Hervé Le Corre est un auteur de romans noirs déjà renommé, mais ce qu'il a écrit *Dans l'ombre du brasier* est bien mieux que juste un bon roman de plus. Voici un livre pour lequel la Commune n'est pas un simple décor mais bien un personnage, le personnage central.

Il y a Caroline, ambulancière promise à la mort au fond de la cave d'un immeuble écroulé et qui tente de s'en sortir, il y a Nicolas, son chéri, sergent au 105^e, qui voudrait la chercher et qui défend la Commune, il y a Antoine, le « flic » (c'est un polar, quand même), un commissaire de la Commune qui tente de la sauver...

– Qui, « la » ? la Commune ? Caroline ? – Eh bien...

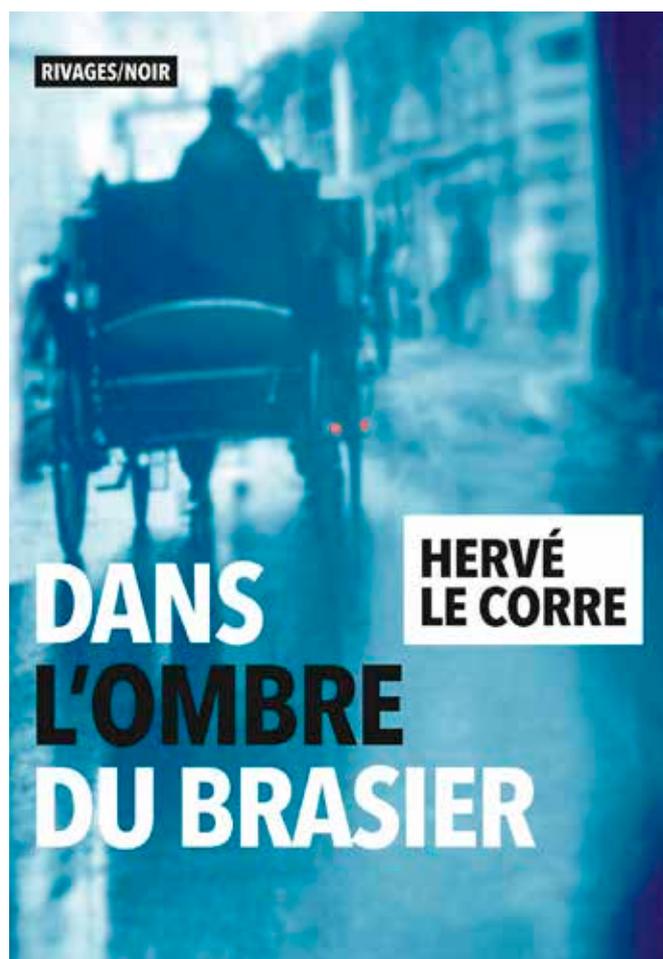
« Tout ça pour aller récupérer une femme qui est sans doute déjà morte ? demande le capitaine.

– C'est la même chose que de vouloir sauver la Commune aujourd'hui. »

L'« aujourd'hui » de cette même chose est le lundi 22 mai 1871.

Il y a Caroline, Nicolas, Antoine, sans parler des « méchants » (polar oblige) qui ont mis Caroline dans cette situation, et puis il y a Clovis.

Mais surtout, il y a, dans le brasier, sous le feu, sous les obus, face aux chassapots des lignards et aux exécutions sommaires, tous leurs camarades, le petit Adrien, Le Rouge, et tous les anonymes, hommes et femmes, qui parfois ont un prénom, Augustin, Noël, Lorette, Lalie, Rose, Ettore, Lucienne, Rita, Maria, Ferdinand, Philibert, Jean, Marie, Théo, Jean-Baptiste, Marie-Jeanne, Marius, Gustave, Simon, et qui parfois ne sont pas nommés, qui sont blessés, qui tombent, qui ont peur, qui tiennent, qui donnent un coup de main, qui meurent, qui défendent ce à quoi ils ont cru pendant ces quelques semaines, et que Caroline, Nicolas ou Antoine rencontrent à travers Paris ensanglanté, du Point-



du-Jour par où les Versaillais vont entrer dans trois jours – le livre commence le 18 mai – jusqu'à la rue Ramponneau de la dernière barricade – le 28 mai – où se termine le livre.

Conformément à la légende de cette barricade et suivant Lissagaray,

« pendant un quart d'heure, un seul fédéré la défend. Trois fois il casse la hampe du drapeau versaillais arboré sur la barricade de la rue de Paris [de Belleville]. Pour prix de son courage, le dernier soldat de la Commune réussit à s'échapper ».

Ce qui laisse de la place aux romanciers pour finir leurs livres !

Le livre est très bien documenté – même s'il y a parfois confusion entre le Comité central de la Garde nationale et la Commune élue.

Le dernier fédéré s'en tire, mais tant d'autres sont morts...

« Ce qu'on y a cru, tout de même... C'étaient de beaux jours. »

La Commune est vaincue – la Commune n'est pas morte ? ■

MICHÈLE AUDIN

Livres cités

- Hervé Le Corre, *Dans l'ombre du brasier*, Rivages-Noir, 2019.
- Alexis Lecaye, *Marx et Sherlock Holmes*, Fayard-Noir, 1981.
- Prosper-Olivier Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, édition de 1896, La Découverte, 1990.

FÉDÉRONS-NOUS
POUR ACCOMPAGNER
LES 150 ANS DE LA COMMUNE DE PARIS
(ENTRE MARS ET MAI 2021)



Adhérez et faites adhérer à l'association

Faisons vivre la Commune !

Rejoignez-nous pour préparer le souvenir vivant
de cet événement dont les espoirs d'émancipation politique
et sociale demeurent d'actualité !

Pour prendre contact et nous rejoindre

Un site : faisonsvivre lacommune.org

Une adresse de courriel : faisonsvivre lacommune@laposte.net